

gaulliste. Toute œuvre de reconversion interne du capitalisme, toute entreprise de modernisation d'envergure se trouve sapée par la guerre d'Algérie. Le fardeau financier du conflit pèse sur le niveau de vie des masses travailleuses, ce qui ne les rapprochera pas plus du nouveau régime que de l'ancien. Les perspectives grandioses qui s'offrent au Sahara et l'équilibre capitaliste européen restent compromis par ce même préalable qui, jour après jour, secrétera son venin raciste et fascisant.

De Gaulle ne rattrapera pas plus le temps perdu que Mollet et ses successeurs. S'il est vrai qu'il hérite d'une situation pourrie à l'excès, il possède par contre certains atouts exceptionnels qui lui ont fait croire à sa toute puissance. A naviguer entre l'intégration et l'autonomie, entre les C.S.P. et le F.L.N., adressant simultanément des clins d'œil à l'armée et au gouvernement nationaliste algérien, il devait forcément s'ensabler un jour. L'empirisme n'efface pas toutes les barrières. Le truc de la reddition, du drapeau blanc, n'a provoqué aucune fissure dans les rangs algériens mais a permis à la France de marquer un tout petit point sur le plan international. Le truc des élections, par contre, se retourne entièrement contre ceux qui l'ont imaginé et l'on n'a pas fini de s'en mordre les doigts. C'est la rançon payée à l'armée et au coup du 13 mai.

Le libéralisme du général

Le passe-temps favori de la presse consiste à interpréter faits et gestes de Sa Majesté, à faire l'exégèse de ses paroles savamment obscures et à double sens. Les « audaces » du général ont pris dangereusement à contre-pied à peu près toute la gauche y compris les « non ». Que Mendès-France ne trouve qu'à souhaiter bonne chance à de Gaulle c'est dans la norme des choses. Lui-même n'a pas mieux réussi en Algérie en tant que président du Conseil fin 54. Mais même « l'Humanité » a rendu hommage aux « mesures positives » et à l'invitation à Paris du F. L. N. Léon Feix a été chargé d'apporter quelques lumières aux lecteurs du journal et aux militants. Il ne s'est pas écarté des litanies habituelles, éludant une fois de plus le fond du problème, sa nature de classe, révolutionnaire, pour se féliciter de « la justesse de la position constante du P.C.F. sur le problème algérien ». L'organe de l'Union de la Gauche Socialiste n'a pas été, non plus, insensible à la pression et s'est livré à quelques contorsions.

Il faut reconnaître que l'opinion publique a reporté très amplement ses espoirs sur de Gaulle et le croit seul capable d'en finir d'une façon ou de l'autre avec la guerre d'Algérie. Echaudé par le référendum le P. C. F. a été rendu prudent, et s'efforce de ne pas heurter brutalement les illusions gaullistes existant dans les masses. Mais, surtout, il n'a pas grand chose à opposer au général sur le fond. La Communauté vaut bien la « véritable Union Française » et va même un peu au delà. Voilà la véritable cause du désarmement du P.C.F. devant le néo-colonialisme gaulliste.

De Gaulle tente effectivement de se faire l'interprète des intérêts vitaux du capitalisme français représentés par la grande industrie, les monopoles, le capital financier. La guerre d'Algérie constitue un obstacle aux plans de rénovation, de stabilisation, d'expansion de ce capital. Le maintien de l'Algérie dans le cadre français lui est non moins indispensable. C'est entre ces deux impératifs que de Gaulle pose ses jalons.

Son intention est, certes, de mettre fin à la guerre; elle est aussi d'infliger une défaite à la révolution algérienne. Car il n'y a que les dirigeants du P.C.F. et les opportunistes de tout acabit qui ferment les yeux sur le contenu social du conflit. Le plan de De Gaulle est de diviser la résistance algérienne, de faire éclater le F.L.N., de traiter avec son aile bourgeoise. Les avances réitérées en direction de Bourguiba et du Sultan, qui ont un même intérêt à ne pas voir triompher les forces révolutionnaires algériennes, visent à faire étayer les éléments pro-

bourgeois dont le poids social et l'influence populaire restent limités.

Cherchant à tirer profit de la fatigue et des souffrances de quatre ans de guerre on fait miroiter aux yeux des éléments bourgeois les gros investissements du plan de Constantine et les miettes de l'exploitation du Sahara. Le plan de Constantine répond aux nouveaux objectifs du capital financier. C'est aussi une nouvelle tentative de tourner la difficulté politique par des moyens économiques et en cela il n'a pas le mérite d'innover.

De Gaulle fait peser également dans la balance son prestige de grand résistant, la victoire qu'il a remportée sans coup férir en métropole sur le prolétariat et sur les partis qui lui vaut une audience internationale importante et des appuis dont la France ne disposait plus. Le F.L.N. se trouve de ce fait dans **une situation plus difficile avec des perspectives plus incertaines.** C'est le moment qu'a choisi le général pour accentuer sa pression.

Conjointement aux élections par lesquelles il tentait de dégager une troisième force — des Bao-Daï de sous-préfecture, des Ben Arafa de chef-lieu de canton — il faisait des ouvertures au F.L.N. On s'est extasié sur son audace, son habileté, sa générosité parce qu'il n'a pas traité les combattants algériens d'assassins et de bandits. Sa valeur réside surtout en la carence de ses prédécesseurs. Quant à son « libéralisme » il faut en distinguer le caractère de classe, la nature contre-révolutionnaire, afin de contrecarrer les illusions gaullistes fleurissantes.

Engrenage de paix ou engrenage de défaite?

Les circonstances qui ont entouré l'invitation au F.L.N. de se rendre à Paris, lancée par le général de Gaulle, sont à peu près connues. Des pourparlers préliminaires ont eu lieu par personne interposée en vue d'une éventuelle rencontre gouvernementale et peut-être aussi pour favoriser le dépôt de candidatures « nationalistes modérées » en Algérie. Les résultats étant incertains et les discussions se prolongeant, de Gaulle a brusqué le mouvement pour en tirer un avantage immédiat. Le F.L.N., en était réduit à se rendre à Paris la corde au cou pour s'entendre dicter les conditions de la reddition, ou à opposer un refus qui laissait un avantage diplomatique à la France. Dans les deux cas, de Gaulle était gagnant et l'opération était bien conçue dans ce sens. Elle avait surtout la valeur d'un coup de sonde pour mesurer le degré de résistance de l'unité du F.L.N. On n'a pas réussi à le faire éclater du premier coup, ni à détacher quelque maquis harassé; l'opération est à reprendre et à intensifier par des moyens mieux combinés.

Le paternalisme de De Gaulle n'a pas été très apprécié par le gouvernement algérien libre qui l'a ressenti comme une injure pour les combattants, tout en relevant à bon droit le sens rétrograde du projet français basé sur l'intégration. Il n'est plus question d'une Assemblée algérienne. Le peuple algérien est convié à se faire représenter au parlement français à l'heure même où les députés d'Afrique noire et de Madagascar vont s'en retirer. On se permet, au surplus, de tricher une fois de plus avec la représentation algérienne. Deux Musulmans ont la valeur d'un Français métropolitain. En revanche, les Européens d'Algérie bénéficient d'une surprime: ils valent 2 Français ordinaires et 4 « bougnoules ». Voilà l'échelle mobile des Français à part entière.

Une orchestration formidable des moyens publicitaires a voulu faire passer cette demande de capitulation presque inconditionnelle pour une proposition de négociation politique. La ficelle était grosse mais bien des travailleurs s'y sont laissés prendre. Les habiles ont encore une fois crié à la maladresse,